

LA CONFÉRENCE TRICONTINENTALE DE LA HAVANE ET LA RÉVOLUTION COLONIALE ...

Après la conférence «*tricontinentale*», qui vient de se terminer à La Havane, les questions qui agitent le mouvement ouvrier au sujet des mouvements anti-impérialistes, se posent aujourd'hui avec plus d'acuité que jamais. La presse annonce la création d'une nouvelle «*Internationale révolutionnaire*» qui regroupe et coordonne les «*mouvements de libération nationale*» des trois continents sous-développés (Amérique latine, Afrique, Asie du Sud-Est) et dont le siège se trouve à La Havane. Les observateurs bourgeois et les communistes de toute obédience se sont interrogés sur la lutte sourde qui s'est déroulée pendant la conférence entre les délégations chinoises et les autres délégations, ainsi que sur son résultat: il semble que l'U.R.S.S. ait regagné son audience perdue auprès des mouvements de libération, en acceptant le recours à la lutte armée contre l'impérialisme américain. Toutefois, le choix de La Havane à la place du Caire pour siège de la nouvelle organisation est un succès relatif des chinois. Ceux-ci, d'ailleurs, ne perdent pas tout espoir de revanche puisque la prochaine conférence aura lieu à Pékin en 1967. Mais il n'est pas important pour nous de déterminer qui des Russes ou des Chinois, a su imposer sa volonté aux membres des délégations présentes. Laissons cela à ceux qui ont une peur bleue du péril jaune.

Il est beaucoup plus important d'analyser les possibilités de réalisation du socialisme, et particulièrement du socialisme libertaire, par le canal de la «*Révolution coloniale*». Voilà une «*Internationale révolutionnaire*» qui regroupe des mouvements qui s'adressent surtout aux masses paysannes. Pourquoi les anarchistes, qui sont internationalistes et dont le socialisme est plutôt agraire qu'industriel, y seraient-ils opposés? Nous savons que ce problème n'est pas simple et que certains d'entre-nous ont cru devoir se engager aux côtés de ces mouvements de libération nationale. On doit penser qu'ils ont eu et qu'ils ont encore tort de le faire. En principe, notre internationalisme n'est pas sentimental, il est une donnée fondamentale de notre conception du socialisme. L'internationalisme prolétarien est une nécessité tactique. On ne peut oublier que l'économie capitaliste est un tout dont chaque partie ne peut se comprendre qu'en fonction de ce tout. Le capitalisme ne peut être compris, et donc être combattu, qu'à l'échelle du monde. D'autre part il n'est pas évident que le socialisme libertaire soit plutôt agraire qu'industriel.

Il s'agit donc d'être lucide. Constatons d'abord un certain nombre de faits. Depuis la fin de la seconde guerre impérialiste mondiale, la physionomie de la planète a changé complètement. Il s'est produit le phénomène de décolonisation qui aboutit à l'indépendance politique de la plus grande partie des pays colonisés. D'autre part, les luttes anticolonialistes se sont développées partout et ont prétendu dépasser l'indépendance politique pour réaliser un «*socialisme national*». Ce processus s'explique par la naissance d'une conscience nationale dans les pays colonisés, doublée, dans les cas des masses paysannes et ouvrières, de la possibilité entrevue de surmonter la misère croissante et l'abaissement régulier du niveau de vie. L'activisme des groupements politiques a fait le reste. Si ce processus de décolonisation qui remet en cause la domination et le partage du monde par les blocs impérialistes au lendemain des accords de Yalta est certes un facteur d'instabilité permanente et donc un facteur positif, il ne doit pas nous cacher sa nature réelle.

En réalité, l'indépendance plus ou moins concédée par la puissance colonisatrice n'implique pas la rupture avec l'impérialisme mais au contraire met en évidence le fait que sa domination est d'abord économique. La domination du capital financier ne peut être supprimée par aucune réforme politique ou juridique: l'autodétermination et l'indépendance, reconnues officiellement par les instances internationales (ONU, etc...), comme par les diplomaties nationales, ne peuvent pas supprimer cette domination et ne peuvent pas détruire les rapports économiques mercantiles. C'est ainsi que l'écart croissant, constaté par tous les économistes, entre les pays industrialisés et les pays sous-développés est un phénomène indissolublement lié au mode capitaliste de production; en effet, le taux de profit variant en raison inverse du prix des matières premières (toutes choses égales, par ailleurs), il est vital pour l'économie fondée sur le profit qui est celle des pays industrialisés de se procurer les matières premières dont elle a besoin au plus bas prix. Quant aux solutions préconisées par certains économistes «*de bonne volonté*» pour enrayer ce phénomène (sup-

pression du protectionnisme des pays industriels, financement par le G.A.T.T. de l'industrialisation des pays sous-développés), elles sont évidemment utopiques, car foncièrement contraires aux intérêts des nations capitalistes avancées. Il ne s'agit pas de se désoler de cet état de fait, mais il s'agit de détruire de fond en comble ce mode de production générateur, à l'échelle du monde, de crises ou de guerres.

Pour ce faire, peut-on compter sur les mouvements pro-russes et sur les mouvements pro-chinois? Et que faut-il penser de la «révolution permanente» (ou «double révolution», de Marx, reprise par Lénine et Trotsky, qui fait de la révolution bourgeoise dans un pays arriéré le prélude immédiat de la révolution prolétarienne? Il est permis de croire que ladite «révolution permanente» aboutit en fait à une économie de type capitaliste d'État, tant il est vrai que l'idée de Lénine de réaliser un capitalisme d'État, celui-ci restant aux mains de la classe ouvrière (c'est-à-dire du seul parti censé représenter ses intérêts) était une idée irréalisable. Le «construction du socialisme dans un seul pays», a fortiori s'il est arriéré, ne peut signifier que l'accumulation du capital et l'intégration de l'économie nationale dans le marché mondial capitaliste. S'aligner sur la Russie ou s'aligner sur la Chine, c'est s'aligner sur les intérêts nationaux des impérialismes russe et chinois, d'ailleurs antagonistes, qui sont l'expression de la nature capitaliste de leur économie d'État. Certains pensaient trouver la voie d'un nouveau socialisme, doublé d'un certain romantisme, dans la révolution cubaine. Mais aujourd'hui les masques sont tombés: non seulement le régime castriste, comme le régime algérien d'ailleurs, s'est démarqué des trotskystes qui le soutenaient, mais il s'est même rapproché de l'URSS! (la polémique entre Cuba et la Chine sur leurs échanges commerciaux le montre bien). Boumedienne est reçu à Moscou avec tous les honneurs (les ben-bellistes ont bonne mine). Castro est contraint d'adopter une politique empiriste de «coexistence pacifique». Et ce ne sont pas les résolutions sur «la lutte armée contre l'impérialisme» qui nous feront voir les choses autrement qu'elles sont. Certes, nous savons bien - et nous savons même trop - qu'en Amérique il est difficile d'être anti-castriste sans être pro-yankee. Pour éviter cela il faut insister non pas tellement sur l'aspect dictatorial du régime de Castro mais bien plus sur son aspect économique, qui en fait le vassal d'un bloc impérialiste après avoir été celui de l'autre bloc.

A l'échelle du monde, il est sans doute nécessaire de subordonner la révolution coloniale, c'est-à-dire l'action des masses paysannes et ouvrières des pays arriérés, à la révolution sociale dans les pays capitalistes avancés (Europe, U.S.A.) comme dans les soi-disant «États ouvriers» (U.R.S.S., Chine, Cuba) qui ne sont que des nations capitalistes jeunes. Il est nécessaire de coordonner les luttes anticapitalistes aux deux niveaux où elles s'exercent.

Il convient de s'interroger sérieusement et sans schématisme sur tous ces problèmes cruciaux. Peut-être y a-t-il une possibilité réelle d'impulser les mouvements nationalistes vers les voies qui sont nôtres. Cela demande en tout cas une coordination accrue du mouvement anarchiste révolutionnaire international autour d'un programme souple mais précis et pour des buts clairs et définis.

Jacques SOREL.
